

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Administrative
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 21/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES

Route des Usines
64150 Pardies

Références : DREAL/2026D/436
Code AIOT : 0005202758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES implanté Centrale du Sud Ouest Route des Usines - 64150 Pardies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES
- Centrale du Sud Ouest Route des Usines - 64150 Pardies
- Code AIOT : 0005202758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ALFI exploite à Pardies (64) une unité de séparation et de production de gaz de l'air sous forme liquide soumise à autorisation environnementale. Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 30 janvier 1991 n°91/IC/054. L'établissement est classé Seveso seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	1. Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	2. Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	3. Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
5	II. Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	I. Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
6	III. Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
7	IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
8	V. Prescriptions locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 16 décembre 2025, réalisée au titre des actions nationales 2025 sur la sobriété hydrique, a porté sur la gestion de la ressource en eau, la connaissance et le suivi des réseaux, ainsi que la conformité aux obligations de mesure et de préparation aux périodes de sécheresse. Le site montre une dynamique d'optimisation (compteurs remplacés, actions de réduction, mise à jour des

procédures), mais plusieurs prescriptions réglementaires ne sont pas encore respectées. Les principales non-conformités concernent l'absence de suivis journaliers des prélèvements en eau, la mise à jour incomplète des plans et l'absence de calcul du volume de référence défini par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Principales demandes formulées :

- Sous 1 mois : justifier la remise en service du compteur de la station de pompage, rétablir l'accès aux données SAUR, justifier le respect du débit maximal d'eau potable et transmettre un plan d'action permettant un relevé journalier des volumes prélevés.
- Sous 1 mois : réaliser et justifier le calcul du volume de référence sécheresse prévu par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.
- Sous 2 mois : justifier du respect du débit maximal de prélèvement sur le réseau d'eau potable.
- Sous 3 mois : transmettre la version mise à jour du bilan matière consolidé et fournir l'échéancier de mise en œuvre du projet de recyclage des condensats process.
- Sous 3 mois : mettre à jour le plan global des réseaux intégrant toutes les modifications récentes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
Constats : Partie 1 – État des lieux du respect des seuils de prélèvement et de la gestion de la ressource L'inspection a d'abord vérifié le respect des plafonds de prélèvement fixés par l'arrêté préfectoral du 25 février 2021. Pour le prélèvement situé au niveau du gave de Pau, les valeurs limites imposées sont de 300000 m ³ annuels et 150 m ³ /h. Les volumes annuels prélevés restent nettement inférieurs au plafond autorisé, avec 149329m ³ consommés en 2024 et 157000m ³ sur les onze premiers mois de l'année 2025. L'augmentation observée en 2025 est directement liée aux conditions climatiques estivales, la consommation étant fortement influencée par l'évaporation au niveau des tours aéroréfrigérantes. Les données utilisées proviennent du compteur mécanique de la station de pompage, actuellement en cours de remplacement en raison d'un défaut de fonctionnement. L'exploitant devra justifier dans un délai rapproché la remise en service de ce dispositif, indispensable pour garantir un suivi fiable de la ressource.

S'agissant du respect du débit horaire, l'exploitant précise qu'il dispose au niveau de la station de pompage de 3 pompes d'une capacité de 50 m³/h chacune dont une est systématiquement à l'arrêt, les besoins en eau du site n'excédant pas les capacités des deux autres, l'une fonctionnant à plein régime et l'autre étant simplement amorcée. L'exploitant dispose également d'un débitmètre situé entre la station de pompage et ses installations dont les données sont directement accessibles en salle de contrôle. Sur les 6 derniers mois précédant l'inspection, ce débitmètre indique des niveaux de prélèvement de la ressource stables autour de 80m³/h, hors pics ponctuels de courte durée liés à une bascule d'une pompe à l'autre.

Un plafond de prélèvement au niveau du réseau AEP est également imposé l'article 4.1.1. de l'arrêté préfectoral du 25/02/2021 et fixé à 6 m³/h.

L'exploitant ne dispose pas directement de l'information relative à sa consommation d'eau à ce point qui lui est normalement mise à disposition par la SAUR opérateur chargé de la distribution d'eau potable. Or, l'information qui lui était auparavant transmise quotidiennement par mail, ne l'est plus depuis juillet 2025. L'inspection demande donc à l'exploitant de rétablir cet accès et de justifier du respect du débit horaire maximal. Un contrôle par sondage sur quelques jours en juin/juillet 2025, montre néanmoins que la consommation en eau potable du site ne dépasse pas 6 m³/h. L'amélioration de la connaissance au niveau du bilan matière des consommations/usages de l'eau (cf. ci-après) ou des considérations d'ordre technique liées aux dispositifs utilisant l'eau potable en appoint pourront être mobilisés pour justifier du respect de cette prescription.

L'exploitant rappelle que la quasi-totalité de l'eau prélevée est dédiée à des usages industriels incontournables liés à la production de vapeur et au refroidissement de l'air dans l'unité de séparation de gaz (ASU). Cette installation fonctionne actuellement à son minimum technique et ne peut réduire davantage ses besoins en eau sans être arrêtée, ce qui ne serait viable que sur une durée très courte compte tenu des obligations de production d'oxygène médical et d'azote de sécurité pour les plateformes de Mourenx et Lacq.

Partie 2 – Avancement du plan d'optimisation et suites attendues

L'inspection fait ensuite le point sur les actions d'optimisation de la consommation d'eau identifiées en 2024 et pour lesquelles l'exploitant devait transmettre des études de faisabilité et, le cas échéant, des échéanciers de mise en œuvre.

L'amélioration du bilan matière, rendue difficile par l'absence ou le dysfonctionnement de plusieurs compteurs, a été significativement avancée : la plupart des compteurs internes ont été ajoutés ou remplacés au premier semestre 2025, tant sur les réseaux d'eau potable que d'eau filtrée. L'exploitant doit désormais transmettre une version actualisée de son bilan matière consolidé.

En ce qui concerne l'optimisation des régénérations des filtres à sable, la modification de la programmation réalisée en 2024 a permis une baisse sensible du nombre de régénérations, même si les gains demeurent très dépendants de la qualité de l'eau en entrée. Ainsi en 2025, en raison notamment d'une mauvaise qualité de l'eau durant la période estivale, le nombre de régénération devrait se situer au niveau observé en 2023 (environ 270 régénérations annuelles d'un volume de

20 m³ chacune).

Le projet de recyclage des condensats process, initialement envisagé pour l'été 2025, a été reporté à 2026 en raison de la priorité donnée à la mise en conformité d'une purge de condensats qui se faisait directement dans le réseau des eaux pluviales. Cette mise en conformité s'intégrait plus largement au projet de récupération des purges de condensats de vapeur concourant lui aussi à l'optimisation des usages de l'eau sur le site. Le projet de récupération des condensats de vapeur ayant été achevé, l'exploitant doit fournir un échéancier actualisé pour la finalisation du projet de recyclage des condensats process.

Le projet de récupération des eaux de pluie a été abandonné après analyse technique, l'exploitant ayant démontré que les volumes disponibles et leur qualité trop variable rendaient ce dispositif difficile à dimensionner de manière fiable. Cette conclusion est considérée comme justifiée.

Enfin, la mise en place d'un filtre autonettoyant en chaufferie, opérationnelle depuis l'été 2025, a permis de réduire notablement les appoints en eau potable, passant de 3600 m³ en 2023 à environ 1500 m³ en 2025.

Dans l'ensemble, l'exploitant démontre une démarche active visant à optimiser sa consommation d'eau. Cependant, plusieurs actions demeurent à finaliser et à justifier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois, l'exploitant devra justifier la remise en service du compteur de débit de la station de pompage.

Sous un mois, l'exploitant devra rétablir l'accès aux données de prélèvement sur le réseau d'eau potable fournies par la SAUR.

Sous deux mois, l'exploitant devra justifier du respect du débit horaire maximal de 6m³/h sur le réseau d'eau potable.

Sous trois mois, l'exploitant devra transmettre une version mise à jour du bilan matière consolidé des consommations d'eau.

Sous trois mois, l'exploitant devra fournir un échéancier actualisé pour la mise en œuvre du projet de recyclage des condensats process.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : 2. Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

Constats :

À la suite des modifications récentes apportées aux réseaux et rappelées au point de contrôle n° 1 de la présente inspection, l'exploitant dispose uniquement de plans de travaux partiels et de représentations schématiques décrivant l'impact de chaque intervention. Toutefois, aucun plan de récolement global, daté et intégrant l'ensemble des modifications, n'est disponible à ce jour.

Il est demandé à l'exploitant de procéder à la mise à jour complète du plan des réseaux afin de garantir une vision consolidée et actuelle de l'ensemble des infrastructures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous trois mois, l'exploitant devra mettre à jour le plan global des réseaux, en intégrant l'ensemble des modifications réalisées, afin de disposer d'un document de récolement complet et conforme aux exigences de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : 3. Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Au point de prélèvement au niveau du gave de Pau, l'exploitant dispose d'un compteur

mécanique permettant le suivi des volumes prélevés. Les données issues de ce dispositif sont relevées mensuellement et mises à disposition de l'inspection sur le portail GIDAF.

Compte tenu d'un débit de prélèvement supérieur à 100 m³/j, la réglementation impose un relevé journalier du dispositif de mesure. L'exploitant indique que l'équipement en place et l'organisation actuelle de l'unité, exploitée en continu mais avec une présence humaine limitée à cinq jours par semaine, ne permettent pas de réaliser un tel suivi.

À ce jour, le site ne respecte pas cette prescription. Afin d'atteindre la conformité, il est demandé à l'exploitant d'établir un plan d'action, assorti d'un échéancier, permettant un relevé journalier des volumes prélevés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois, l'exploitant devra transmettre un plan d'action détaillé, accompagné d'un échéancier, permettant un relevé journalier des volumes prélevés conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : I. Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des restrictions de l'exploitant

Prescription contrôlée :

I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...]

III. - Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.

Constats :

L'inspection ayant été réalisée hors période de sécheresse ce point n'est pas directement applicable.

À noter, dans le cadre des suites de l'inspection du 26/03/2024 portant sur le plan d'action en période de sécheresse, il avait été demandé à l'exploitant de préciser le contenu du programme de surveillance renforcé et de recenser les actions pérennes de réduction des consommations d'eau.

L'exploitant a depuis mis à jour la procédure « SOP.CIP12.PAR.764 - Plan de continuité en période de sécheresse » (dernière révision en date du 06/11/2025), laquelle détaille désormais les modalités de suivi associées à chaque niveau d'alerte et prévoit la mise en place d'un fichier de suivi des consommations d'eau.

L'exploitant a également recensé les actions déjà engagées ou en cours pour réduire durablement ses consommations d'eau dans le document « Gestion de la ressource en eau ». Ce dernier, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, est notamment mis à jour en fonction de l'avancée des actions recensées au point de contrôle n° 1 de la présente inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : II. Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables

Prescription contrôlée :

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.

Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.

Constats :

L'inspection a été réalisée hors période de sécheresse ; aucune réduction de prélèvement d'eau n'était donc applicable au site au moment du contrôle. Toutefois, l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 impose que l'exploitant tienne à la disposition de l'inspection des installations classées le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier.

<p>L'exploitant n'a pas encore établi ce volume de référence, alors qu'il constitue le paramètre de base permettant d'appliquer, le cas échéant, les mesures de réduction prévues par la réglementation.</p> <p>L'inspection considère que l'exploitant doit être en mesure de calculer et de mettre à jour ce volume chaque année. En conséquence, il est demandé à l'exploitant de réaliser et de justifier ce calcul.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant devra réaliser et justifier le calcul du volume de référence tel que défini à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : III. Les installations exemptées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

- 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;
- 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;
- 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

Constats :

L'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 prévoit plusieurs cas d'exemption aux dispositions de l'article 2, notamment lorsque l'activité relève de l'une des catégories listées au 1°, lorsque l'exploitant justifie d'une réduction d'au moins 20 % de ses prélèvements depuis 2018, ou lorsqu'il utilise au moins 20 % d'eaux réutilisées.

Les activités exercées sur le site ne figurent pas dans la liste des activités mentionnées au 1°, et ne permettent donc pas de bénéficier d'une exemption à ce titre.

En 2018, le site a prélevé 175 582 m³ d'eau pour une consommation totale de 127 726 m³. Les consommations déclarées pour 2024 (149 329 m³) et pour les 11 premiers mois de 2025 (157 000 m³) ne montrent pas de réduction de la consommation en eau. L'exploitant ne peut donc pas se prévaloir de l'exemption prévue au 2°. Il est à noter que la consommation d'eau liée à l'évaporation au niveau des TAR dépend directement des conditions climatiques, un paramètre sur lequel l'exploitant n'a pas de maîtrise.

Enfin, le site n'utilise pas d'eaux réutilisées par rapport à son prélèvement d'eau ce qui fait que l'exemption prévue au 3° ne s'applique pas non plus.

L'exploitant est donc soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF

Prescription contrôlée :

IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la

<p>protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2025, seul le seuil de vigilance a été dépassé. L'exploitant n'a donc pas eu à mettre en œuvre cette disposition.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : V. Prescriptions locales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – respect des prescriptions locales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune mesure n'a été prise en 2025 sur le Gave de Pau au niveau du prélèvement réalisé par Air Liquide.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>